



Washington Wall Street Watch

N°2026- 15 - Le 16 Avril 2026

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- L'inflation du mois de mars progresse rapidement en réaction au conflit en Iran
- Les prix à la production progressent moins que prévu
- Le Beige Book fait état d'une activité en légère progression dans un environnement d'incertitude accrue

Politiques macroéconomiques

- La Fed alerte sur les pressions inflationnistes liées à la guerre en Iran, tandis que le secrétaire au Trésor relativise les risques
- La transition à la tête de la Fed est perturbée, sur fond de tensions persistantes

Services financiers

- Les grandes banques publient d'excellents résultats trimestriels, portés par la volatilité des marchés
- La SEC et la CFTC autorisent la compensation croisée des marges sur le marché des bons du Trésor

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

L'inflation du mois de mars progresse rapidement en réaction au conflit en Iran

Selon le [rapport](#) du *Bureau of Labor Statistics* (BLS) publié le 10 avril 2026, l'indice des prix à la consommation (PCI) a progressé de +0,9 % en mars (après +0,3 % en février) et sa composante sous-jacente a augmenté de +0,2 % (après +0,2 %). Les prix de l'énergie ont bondi de +10,9 % (après

+0,6 %), en réaction au conflit en Iran. Les prix de l'alimentation sont restés stables (+0,0 % après +0,4 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation progresse de +3,3 % en mars (après +2,4 %) et l'inflation sous-jacente de +2,6 % (après +2,5 %). Les prix de l'énergie ont connu une hausse importante sur un an (+12,5 % après +0,5 %) en réponse au blocage du détroit d'Ormuz, et plus particulièrement pour l'essence (+18,9 %) et le fioul (+44,2 %). Sur

12 mois glissants, les prix de l'alimentation augmentent (+2,7 % après +3,1 %). En glissement annuel, le prix des biens hors alimentation et énergie a progressé de +1,2 % (après +2,5 %) et ceux des services hors énergie a augmenté de +3,0 % (après +2,9 %), dont +4,1 % pour les services de transport et plus particulièrement +14,9 % pour les tarifs aériens.

L'inflation et sa sous-jacente ont progressé à un niveau légèrement en-deçà des attentes des marchés (consensus respectivement à +3,4 % et +2,7 %).

Les prix à la production progressent moins que prévu

Selon un [rapport](#) publié le 14 avril par le *Bureau of Labor Statistics* (BLS), les prix à la production (PPI) ont augmenté de +0,5 % en mars (après +0,5 % en février, revu à la baisse de -0,2 pt), bien en-dessous des attentes de marché à +1,1 %. Les prix pour sa composante sous-jacente (la demande finale sans l'alimentation, l'énergie et le commerce) ont légèrement augmenté de +0,2 % (après +0,5 %). La hausse des prix à la production générale est notamment impactée par le conflit en Iran, avec des augmentations marquées pour les biens de consommation finale (+1,6 % après +1,0 %), poussés par les biens énergétiques (+8,5 % après +2,1 %). Les prix à la production des services restent quant à eux stables (+0,0 % après +0,3 %).

Sur 12 mois glissants, l'inflation des prix à la production s'établit à +4,0 % (après +3,4 %) et sa composante sous-jacente est en hausse de +3,6 % (après +3,5 %).

Le Beige Book fait état d'une activité en légère progression dans un environnement d'incertitude accrue

Le [Beige Book](#), rapport sur l'activité économique par district de la Fed, publié cette semaine indique une activité

économique globalement en légère hausse, avec une majorité de districts rapportant une croissance faible à modérée. La consommation progresse modestement mais reste contrastée : elle résiste chez les ménages aisés tandis que les ménages plus modestes montrent une tension accrue et une sensibilité élevée aux prix. Le secteur manufacturier s'améliore légèrement, le secteur bancaire reste stable, et le crédit évolue positivement. En revanche, l'immobilier résidentiel se dégrade sous l'effet de la hausse des taux et de l'incertitude, tandis que l'immobilier commercial se renforce, notamment dans les actifs industriels et les data centers. L'énergie progresse légèrement, soutenue par la hausse des prix du pétrole, et la situation de l'agriculture reste hétérogène mais partiellement soutenue par la hausse des prix agricoles.

Le marché du travail reste globalement stable, avec une création d'emplois limitée, un recours accru aux contrats temporaires et une faible rotation. Les tensions sur les recrutements s'atténuent, sauf pour les métiers qualifiés. L'IA commence à influencer les décisions d'embauche via des gains de productivité, sans effet massif à ce stade. Les salaires progressent à un rythme modéré.

Les prix augmentent modérément, mais les coûts des intrants continuent de dépasser les prix de vente, comprimant les marges. La hausse des prix de l'énergie, liée aux tensions au Moyen-Orient, entraîne des effets en chaîne sur le transport et les produits dérivés du pétrole. Les coûts des métaux, des technologies, des assurances et de la santé poursuivent également leur hausse. L'ensemble se déroule dans un climat d'incertitude élevé, poussant les entreprises à adopter une attitude prudente en matière d'embauche, d'investissement et de prix.

La Fed alerte sur les pressions inflationnistes liées à la guerre en Iran, tandis que le secrétaire au Trésor relativise les risques

Jeudi 16 avril, John Williams, président de la Fed de New York, a déclaré lors du [Federal Home Loan Bank of New York 2026 Member Symposium](#) que la guerre en Iran accentue déjà les pressions inflationnistes. Il met en garde contre un risque de prolongation du conflit, susceptible de provoquer un choc d'offre plus large, pesant sur l'activité tout en alimentant l'inflation. Il observe que ce mécanisme est déjà à l'œuvre, avec des signes croissants de perturbations des chaînes d'approvisionnement et une hausse des coûts du carburant qui se transmet « sous la forme de tarifs aériens plus élevés, de produits alimentaires, d'engrais et d'autres biens de consommation plus chers ». Williams anticipe une inflation durablement supérieure à 3 % sur plusieurs mois. Il souligne également que l'incertitude liée au conflit limite la capacité de la Fed à communiquer sur la trajectoire des taux, dans un cadre où la banque centrale privilégie une posture attentiste jugée appropriée.

Dans le même sens, Alberto Musalem, président de la Fed de Saint-Louis, estime dans une interview à [Reuters](#) que la hausse du prix du pétrole devrait maintenir l'inflation sous-jacente autour de 3 % d'ici la fin de l'année, bien au-dessus de l'objectif de 2 %, ce qui pourrait conduire la Fed à maintenir ses taux inchangés, avec un risque de persistance inflationniste.

À l'inverse, le secrétaire au Trésor Scott Bessent se [montre](#) plus confiant quant à la poursuite du ralentissement de l'inflation sous-jacente, malgré la guerre en Iran. S'il

réaffirme son souhait de voir la Fed baisser ses taux à terme, il dit comprendre l'attentisme actuel. Il [anticipe](#) un ralentissement temporaire de l'économie américaine ce trimestre, suivi d'un rebond, et considère que la hausse du pétrole ne remet pas en cause les anticipations d'inflation.

La transition à la tête de la Fed est perturbée, sur fond de tensions persistantes

Donald Trump a réaffirmé sa volonté de maintenir l'enquête pénale visant Jerome Powell et a de nouveau menacé de le révoquer s'il ne quitte pas ses fonctions de gouverneur à l'issue de son mandat de président mi-mai 2026. J. Powell avait de son côté indiqué qu'il ne démissionnerait pas de son poste de gouverneur tant que les poursuites resteraient en cours. Par ailleurs, des procureurs du bureau de Jeanine Pirro, procureure fédérale à Washington, en charge de l'enquête sur J. Powell, ont procédé à une visite inopinée sur un chantier de la Fed.

La nomination de Kevin Warsh comme Président de la Fed est toujours bloquée à la commission des affaires bancaires du Sénat. La position du sénateur républicain Thom Tillis qui conditionne son soutien à la clôture de l'enquête complique le calendrier de confirmation. Le chef de la majorité John Thune appelle désormais à mettre fin à la procédure afin de débloquent la situation. D'autres élus partagent cette position, estimant que l'impasse actuelle retarde inutilement la nomination du futur président de la Fed. J. Powell devrait conserver son poste de président de la Fed après l'échéance de son mandat de président tant que son successeur n'est pas confirmé.

Les grandes banques publient d'excellents résultats trimestriels, portés par la volatilité des marchés

Les résultats du premier trimestre 2026 des six principales banques américaines publiés cette semaine sont marqués par une activité record. Le produit net bancaire agrégé progresse de +11% sur un an. La volatilité liée au conflit en Iran a soutenu les activités de marché, sans affecter significativement la demande de crédit.

La qualité du crédit reste globalement bien orientée, avec des taux de pertes stables ou en baisse et un recul des défauts sur les cartes de crédit, bien que certaines banques, notamment Citigroup, aient accru leurs provisions en raison des incertitudes macroéconomiques.

Les activités de marché constituent le principal moteur de croissance, en particulier le trading actions et les activités de financement associées, tandis que les activités de taux et de change enregistrent également de bonnes performances, quoique plus hétérogènes. Les revenus de banque d'investissement demeurent bien orientés, soutenus par la concrétisation de transactions engagées en 2025 et par un environnement favorable aux opérations de fusion-acquisition et aux émissions d'actions, notamment dans les secteurs liés à l'intelligence artificielle.

L'exposition accrue des banques au crédit non bancaire constitue néanmoins un point de vigilance. Si ces financements sont présentés comme largement collatéralisés, JPMorgan souligne un risque de pertes plus élevé qu'attendu en cas de retournement du cycle.

Au total, le résultat net agrégé progresse fortement (+18%), reflétant la dynamique des revenus et un coût du risque maîtrisé, malgré une hausse des charges

d'exploitation liée à la rémunération de la performance. La réaction des marchés demeure toutefois contrastée, certains établissements étant pénalisés par des perspectives jugées moins favorables et par les incertitudes géopolitiques, susceptibles de peser sur les valorisations et sur l'activité de banque d'investissement à court terme.

La SEC et la CFTC autorisent la compensation croisée des marges sur le marché des bons du Trésor

Le 16 avril 2026, la [SEC](#) et la [CFTC](#) ont adopté de manière coordonnée un ensemble de mesures autorisant la compensation croisée des marges (*cross-margining*) entre les positions au comptant (*cash positions*) sur bons du Trésor américain et les contrats à terme (*futures*) associés, pour les comptes de clientèle — une possibilité jusqu'alors réservée aux seuls agents compensateurs (*clearing members*). Cette réforme s'inscrit dans le cadre des efforts plus larges des régulateurs pour renforcer la liquidité et la résilience du marché des bons du Trésor.

La compensation croisée des marges est un mécanisme permettant à un participant de marché détenant simultanément des positions sur des instruments financiers étroitement liés — en l'occurrence des bons du Trésor et des contrats à terme sur ces mêmes titres — de calculer ses exigences de marge sur la base du risque net de l'ensemble de ces positions plutôt que de traiter chacune d'entre elles de manière indépendante. Dans la mesure où ces positions tendent à évoluer de concert et se compensent partiellement sur le plan économique, cette approche réduit mécaniquement le montant de collatéral que le participant doit immobiliser, libérant ainsi des capitaux qui peuvent être redéployés sur les marchés et améliorer la liquidité globale.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a augmenté de +3,57 % à 7 041 points, un niveau record, et le Nasdaq Composite de +5,5 % à 24 102 points, bénéficiant du net rebond des valeurs technologiques. La tendance haussière amorcée la semaine dernière s'est renforcée cette semaine, les marchés affichant un optimisme marqué quant à la résolution du conflit. Les déclarations du président Trump ainsi que le cessez-le-feu entre Israël et le Liban, de même que la publication de résultats trimestriels solides, notamment pour les banques, ont contribué à renforcer l'appétit pour le risque des investisseurs. Le rebond a été porté en grande partie par les

valeurs technologiques, et en particulier le secteur des logiciels, qui ont regagné la faveur des investisseurs.

Les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) sont relativement stables sur la semaine, avec un ancrage à 3,79 %, pour les bons à 2 ans, et une augmentation de +3 pb pour les bons à 10 ans à 4,32 %. L'optimisme des marchés actions transparait moins sur les marchés obligataires, tempéré par la résilience de l'économie américaine et les incertitudes autour de la succession à la tête de la Fed qui nourrissent des doutes sur la trajectoire future des taux d'intérêts.

BREVES

- Le 16 avril 2026, lors de sa première audition devant la commission de l'agriculture de la Chambre des représentants, le président de la CFTC Michael Selig a [réaffirmé](#) la détermination de l'agence à poursuivre toute fraude, manipulation ou délit d'initié dans les marchés relevant de sa compétence. Cette audition intervient dans un contexte de préoccupations croissantes au Congrès sur d'éventuelles opérations d'initiés, liées à des informations privilégiées associées à des décisions politiques récentes (Iran, Venezuela et sanctions commerciales).
- Le 13 avril, la Réserve fédérale a [annoncé](#) qu'elle achèterait désormais environ 25 Md\$ de bons du Trésor de court-terme chaque mois, correspondant à un ralentissement de son programme d'achats visant à alléger les coûts de financement à court terme en parallèle de la mise en pause du resserrement quantitatif.
- L'indice préliminaire de la confiance des consommateurs américains, [publié](#) le 10 avril par l'Université du Michigan, a baissé de -5,7 points en avril, pour atteindre 47,6 (après 53,3 en mars). L'indicateur évaluant les conditions actuelles des répondants a chuté à un niveau record de 50,1 (après 55,8) et celui qui mesure les anticipations des consommateurs chute à un niveau historiquement bas (46,1, après 51,7, soit un niveau atteint la dernière fois en 1980). Cette baisse des indices est notamment imputable aux hausses des prix de l'énergie et au contexte géopolitique instable au Moyen-Orient.